

être
SOLIDAIRE



SUPPLÉMENT AU N° 52
MAI 2022

UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SOUS LE SIGNE DES RETROUVAILLES

C'était la première assemblée générale depuis 2018, en raison du Covid-19. Jeudi 21 avril, les adhérent-es de L'Avenir social se sont retrouvés dans le patio de la bourse nationale du travail, à Montreuil. L'occasion de revenir sur les actions de notre association de solidarité, en France comme à l'international.

L'incertitude aura longtemps pesé autour de la tenue de cette assemblée générale. Mais les adhérentes et les adhérents de *L'Avenir social* se sont retrouvés jeudi 21 avril, à Montreuil, sous la verrière de la bourse nationale du travail. « *La situation sanitaire nous avait contraints de reporter ce moment pourtant si important pour la vie démocratique de notre association. Vous le savez, le virus court toujours et empêche quelques camarades d'être parmi nous aujourd'hui* », a attaqué Frédérique Landas, présidente de *L'Avenir social*. Ces retrouvailles ont été l'occasion de faire un bilan des quatre années écoulées. En 2021, *L'Avenir social* affichait 2,7 millions de fonds propres. Ses recettes ont été de 320 000 euros, la plupart provenant de cotisations (61 %) et de dons (30 %). L'association redistribue en moyenne 75 000 euros par an. Concernant les aides apportées en 2021 : 34 % ont notamment été distribuées au Liban pour des kits alimentaires après l'explosion sur le port de Beyrouth, 27 % pour une aide



SUPPLÉMENT AU N° 52 | MAI 2022

être
SOLIDAIRE

à la Birmanie suite au coup d'État de février 2021, et 19 % sur la solidarité pour les inondations en France.

UNE ACTION EN FRANCE COMME A L'INTERNATIONAL

Actif·ves comme retraité·es, adhérent·es à titre individuel ou représentant·es de fédérations, d'unions départementales, locales ou de syndicats, d'associations amies, étaient visiblement content·es de cette reprise du débat. À la tribune, Muriel Renaudineau-Miné, secrétaire générale de *L'Avenir social*, a rappelé tout l'éventail des actions menées : droits « à l'éducation », « à la santé », à « l'accès aux soins » comme aux vacances pour tous. « *S'agissant des initiatives en France, nous avons sollicité des organisations locales en Ardèche après le séisme en novembre 2019 et dans les Alpes maritimes à la suite de la tempête Alex, pour que soit mis en place un dispositif de recensement de syndiqué·es-sinistré·es* », a-t-elle détaillé. L'urgence, encore et toujours, mais aussi des actions à long terme. Au Bangladesh, une coopération avec la NGWF a financé 11 ateliers de formation sur l'organisation, la sécurité au travail et l'égalité entre les femmes et les hommes pour des travailleuses du textile. Au Burkina Faso, des formations à l'informatique ont été menées auprès d'enseignant·es, mais aussi de leaders syndicaux et associatifs. En 2020, une école a aussi été construite dans le village de Douré, et cela grâce à un don de la famille de Lila Chouli, une jeune chercheuse travaillant dans le pays décédée trop tôt.

Au Sénégal, *L'Avenir social* a financé, pour des femmes en milieu rural, des classes d'alphabétisation et l'achat d'un moulin à mil dans le village de Mbokhodane. À Haïti, des formations auprès de jeunes femmes ont été financées et des camps de vacances ont été organisés sous l'égide de Réseau Haïti Ouest.

L'AIDE AUX RÉFUGIÉ·ES UKRAINIEN·NES EN DÉBAT

Il faut rappeler ici qu'à l'international, *L'Avenir social* agit par des actions directes « co-construites » avec des partenaires locaux : associations, organisations syndicales... Ou bien encore à l'initiative du secteur international de la CGT, qui lance des collectes ciblées.

Le soutien à l'Ukraine aura occupé le cœur des débats au moment de voter le bilan d'activité. « *Je me demande si les sommes qui ont été consacrées à cette solidarité n'auraient pas été plus utiles*



à d'autres causes qui sont beaucoup moins médiatisées et beaucoup moins soutenues », s'est interrogée Claude Gillet-Colard, adhérente de la fédération de la chimie. « *On a été sollicité par plusieurs d'entre vous pour savoir ce que nous allions faire. Par ailleurs, au niveau confédéral, il y avait déjà des liens avec les syndicats ukrainiens et biélorusses. Il y a eu tout un travail de fait avec les huit autres fédérations syndicales françaises afin qu'il y ait un convoi syndical qui recouvre toutes les organisations de ce pays* », a répondu Frédérique Landas. À ce sujet, Olivier Sagette, de l'UL de la CGT du 3^e arrondissement de Paris, a rappelé qu'un appel a été lancé pour l'accueil des réfugié·es, mais aussi des déserteurs et des opposants à la guerre, qu'ils soient Ukrainiens ou Russes. Le président réélu de la Commission financière de contrôle (CFC) a aussi rappelé que des initiatives personnelles sont bien souvent prises par les militant·es, notamment avec Réseau Éducation Sans Frontières (RESF). —



DES LEGS POUR L'AVENIR SOCIAL

L'an dernier, des legs ont été faits à *L'Avenir social*. Une donatrice a légué son assurance vie de 15 000 euros. Plus significatif, un appartement d'une valeur de 315 000 euros en plein cœur de Paris est aussi revenu à notre association. *L'Avenir social* a demandé une exonération de la taxe de succession aux services fiscaux. Cette demande d'exonération fiscale de 200 000 euros a été acceptée. L'appartement de 39m² sera rénové et mis aux normes. Le projet de le mettre à disposition d'une association qui lutte contre le mal-logement est à l'étude. L'objectif est d'y accueillir des personnes en difficulté.

LE DÉBAT

Du «savoir-faire» en matière de solidarité vers un «faire savoir»

Durant l'après-midi, un débat a permis aux adhérent-es de réfléchir aux initiatives mises en place.

Au cœur des préoccupations, il y avait le sens des actions et la communication autour de notre association, qui reste encore trop peu connue.



« Au niveau de la jeunesse et du bénévolat, il nous faut travailler au-delà de ce que permet la loi au niveau syndical », estime José Ardura, de l'union départementale CGT du Territoire de Belfort. Alors que les mairies réduisent les financements aux associations, le retraité estime que le rôle de *L'Avenir social* « n'est pas seulement de donner » de l'argent. « On n'est pas dans la société de consommation. On est là pour construire des partenariats. Quand je fais un barbecue solidaire, les gens viennent avec des desserts, des salades, et on peut passer un moment à discuter de ce qu'on peut faire ensemble. »

À l'image de José, une bonne cinquantaine d'adhérent-es de *L'Avenir social* ont répondu à la question posée par ce débat. « Pourquoi et comment agir ensemble avec *L'Avenir social*? » Au fil des prises de parole, une question se détache : celle du « faire savoir ». « On est une association de solidarité. J'ai été un temps au CA et je m'interroge : qu'est-ce qui manque pour que *L'Avenir social* soit reconnu comme l'association de solidarité de la CGT? », questionne Joël Barbe, retraité et membre de LSR 92.

«NOTRE AVENIR SOCIAL SOUFFRE D'ÊTRE MÉCONNU»

Face à la scène, les chaises sont disposées en U. Au centre, Yannick Delaunay, membre de la section syndicale des retraités d'Ambroise

Croizat, distribue les tours de parole. Beaucoup de camarades s'accordent sur ce point : « Notre *Avenir social* souffre d'être méconnu ». « On a un travail à faire. Ce qui m'embête, c'est qu'il a fallu que je sois à la retraite pour m'impliquer un peu plus. Quand j'étais actif, je n'avais pas le temps de faire les réunions. Est-ce qu'on ne pourrait pas dégager du temps pour s'investir plus? », suggère Pascal Fusil, adhérent individuel et représentant ce jour-là au syndicat national des Finances publiques.

Dès lors, comment rendre compte des actions sur le territoire français comme partout dans le monde? « Je crois de manière forte à la transmission, à la formation. La formation syndicale, ça peut être un vecteur pour *L'Avenir social* », a martelé Boris Plazzi, membre du bureau confédéral de la CGT. En charge des questions européennes et internationales au sein de la confédération, il a plaidé pour que notre solidarité ne soit pas « à géométrie variable entre la France ou l'étranger ». « Pour identifier les besoins, les meilleurs experts sont les travailleurs eux-mêmes. Il faut s'appuyer sur les organismes syndicaux sur place », a-t-il rappelé.

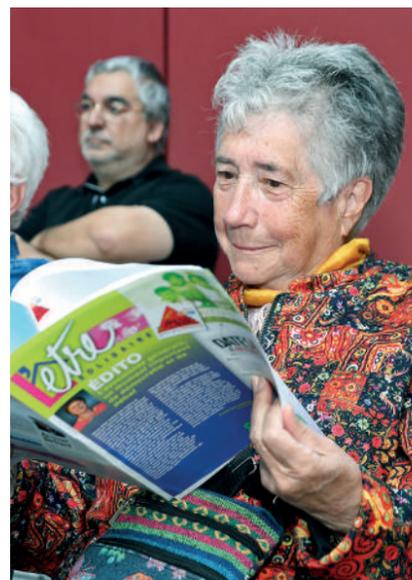
«SOLIDARITÉ DE CLASSE»

Ancien trésorier, Félix Abecia pointe la question du financement de l'association : « Tous les adhérents de la CGT sont adhérents d'Indecosa. Par contre, tous les adhérents de la CGT ne

sont pas adhérents de *L'Avenir social*. C'est un choix politique de la confédération de prélever 15 centimes d'euros par FNI ». La question de l'identité court durant cette heure et demie de discussion. Faut-il revendiquer l'appartenance à la confédération? Être plus indépendant? Les avis divergent. « Pour moi, *L'Avenir social*, c'est la CGT. Faudrait pas dissocier », tranche Marie-Christine Nicloux, secrétaire générale de l'UD de l'Oise. Pour elle, la remise de la carte, notamment à l'adhésion, est un moment clé qui s'est perdu et où l'on peut pourtant faire savoir les actions mises en place en interne.

Formations des femmes, solidarité avec le Liban, alphabétisation au Sénégal... À l'écran, des vidéos rendent compte d'actions de terrain, toujours faites avec des acteurs locaux. « Il faut dire qui nous sommes. Par rapport au Secours catholique, ou à ATD Quart monde, la différence, c'est que nous abordons les choses en termes de classe », estime Patrick Breton, membre du CA et longtemps en charge d'actions à Haïti. Dans sa conclusion, Frédérique Landas partage ce constat d'une « solidarité de classe » et appelle à plus de formation syndicale.

Cet appel à écrire un avenir social qui a eu cette année une résonance toute particulière dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle. —



UN NOUVEAU SITE INTERNET À VENIR

Le nouveau site de *L'Avenir social* a été présenté. Il permettra de faire connaître l'association, au sein de la CGT comme à l'extérieur. Sur la page d'accueil, il y aura une présentation de l'association, de ses actions, des infos pratiques, les publications et des informations régulières. Sylvain Esnault et Céline Bridoux ont participé à sa conception. La date de mise en ligne n'a pas encore été précisée.

CLAUDE GILLET-COLART

Particulièrement touchée par Haïti

Lors de cette assemblée générale de *L'Avenir social*, Claude Gillet-Colart n'a pris la parole qu'une fois. Mais au micro, Claude a les mots tranchants, s'interrogeant sur le soutien à l'Ukraine. Retraitée du monde du parfum et des cosmétiques, membre de l'union locale CGT de Fontenay-sous-Bois, en banlieue parisienne, elle a découvert *L'Avenir social* dans les années 1980. C'était

au détour d'une répétition avec son groupe de chant, la Chorale populaire de Paris, qui avait lieu dans des locaux

gérés par l'association. Adhérente individuelle, Claude s'intéresse particulièrement à la condition des femmes en Palestine et à la situation à Haïti, qu'elle a pu découvrir par les travaux du Collectif d'histoire sociale de la fédération de la chimie (FNIC CGT). « On fait payer aux Haïtiens ce dont ils ne sont absolument pas responsables, glisse-t-elle. D'avoir été colonisés et d'avoir été les premiers à se libérer de l'esclavage et des puissances coloniales. » Si elle n'a pas encore été dans les Caraïbes, on peut compter sur Claude pour avoir un regard bienveillant sur cette partie de monde. —

PIERRE MARTINSSE

Des actions après la tempête Alex

Ancien responsable du service d'accompagnement à la scolarité et à la parentalité à la mairie de Carros, dans les Alpes-Maritimes, Pierre Martinsse se rendait toujours aux AG de *L'Avenir social*. Ce jeudi 21 avril, il a intégré le conseil d'administration. Avec l'Union locale CGT de Carros, Pierre a mené des actions après le passage de la tempête Alex, le 2 octobre 2020, dans les vallées de la Roya et de la Vésubie. « *Alors que, sur la côte, Nice n'a pas été touchée, dans ces vallées, c'est comme un tsunami qui est passé* », dit-il. Après ces inondations



et des coulées de boue monstres, Pierre tâche de joindre tous les adhérent-es de la CGT. L'une d'elles a subi un effondrement sur son terrain, elle reçoit une aide financière de 900 € pour reconstruire des murs. Les dons affluant après la catastrophe, les mairies ne parviennent plus à stocker les habits et la nourriture. Pierre aide à l'après-Alex. Pour Noël, dix familles de ces vallées qui ont perdu leurs maisons bénéfi-

cient de bons d'achat de 100 € dans une librairie et un magasin de jeux niçois. C'est sa fille, institutrice dans la vallée de la Vésubie, qui amène les livres. Au printemps, Pierre pense à un soutien psychologique pour les enfants afin de panser les plaies. Mais les habitant-es de la Roya et de la Vésubie ne souhaitent plus revenir sur la catastrophe. En juin 2021, quatre spectacles sont finalement donnés dans des écoles des deux vallées par des artistes locaux. Au total, 300 enfants sont touchés. —

DOMINIQUE DELAUNAY

Des missions au Burkina Faso

Professeure des écoles en retraite, Dominique Delaunay « *est syndiquée depuis l'école normale* », non pas à la CGT, mais au SNUIPP-FSU. Adhérente individuelle à *L'Avenir social* depuis quatre ans, elle mène des actions avec son mari, Yannick, ancien enseignant auprès de personnes en situation de handicap et militant CGT de longue date. *L'Avenir social* entre dans leur vie quand ils mènent des actions au Burkina Faso.



« *En 2016, on a juste demandé un peu d'argent parce qu'on ne savait pas du tout comment ça fonctionnait. C'est ensuite qu'on a décidé de mener des actions ensemble* », explique-t-elle. Sur la commune de Ziniaré, située à 35 kilomètres au nord-est de Ouagadougou, le couple mène des formations à l'in-

formatique. Trente-deux personnes ont été formées dans 8 écoles. Dans chaque école, deux ordinateurs, une imprimante et un modem ont été envoyés. Lors du dernier voyage de Dominique et Yannick, des intervenant-es ont été formé-es. Sur *L'Avenir social*, Dominique Delaunay estime : « *A L'Avenir social, on construit à partir des besoins exprimés localement. Quand on formalise un projet, il est construit et coécrit avec les partenaires. Moi, c'est ce que j'aime.* » —

ÉLISABETH ORNAGO

Pour une première assemblée générale

C'est en devenant secrétaire générale de l'Union départementale du 92 qu'Élisabeth Ornago a découvert *L'Avenir social*. Cette cadre dans l'informatique syndiquée de longue date avait déjà « *une fibre sociale et solidaire* » avant même de prendre des responsabilités. En découvrant l'association, la quinquagénaire s'est retrouvée dans les projets, notamment ceux qui touchent à « *l'émancipation professionnelle des femmes* ». Une problématique qu'elle



a déjà abordée au sein du collectif Femmes mixité 92, qui œuvre au sein de la CGT autour de l'égalité entre les femmes et les hommes. Sa première assemblée générale a été l'occasion de prendre la température et d'embrasser toute la palette d'actions de *L'Avenir social*. Comment, dès lors, faire connaître l'association ? Pour elle,

il n'y a « *pas de recette miracle* », c'est surtout « *par le bouche-à-oreille* », notamment via les responsables d'unions locales et départementales. Elle plaide aussi pour « *avoir plus d'échanges et de rencontres régulières avec les autres camarades entre les assemblées générales* », afin de connaître les initiatives de chacun-e. Jeudi 21 avril, Élisabeth a été étonnée de découvrir l'initiative de Pierre dans les vallées de la Roya et de la Vésubie. —

NUNO MARTINS

Nouveau membre du CA pour la fédération des transports

C'est un quadragénaire énergique qui veut apporter son expérience du terrain. Secrétaire général du GISO CGT RATP, Nuno Martins a découvert *L'Avenir social* par un stage de sa fédération. S'il sait qu'une part de sa cotisation



syndicale était reversée à notre association, il s'étonne franchement de la diversité des actions menées. « *On ne mesure pas l'ambition et le nombre de projets portés. Autant ce n'est pas une ONG, comme cela a été dit lors des prises de paroles, autant on n'en est pas loin. On ne le valorise peut-être pas assez* », estime-t-il. Représentant depuis huit ans des agent-es de maintenance des transports en commun parisiens, il était présent à l'AG de *L'Avenir social* pour le compte de la fédération des transports. Ce qu'il manque pour lui ? « *De la com'* » pour faire connaître les actions en France comme à l'international. La première chose à travailler : le site Internet. Quand il a tapé *L'Avenir social* dans un moteur de recherche avant de venir à Montreuil, il n'est pas tombé sur le bon site Internet et a dû aller voir la page Facebook. La bonne nouvelle, c'est que ce site Internet est actuellement en cours de réfection. —

UNE EXPOSITION DANS LE PATIO DE LA BOURSE DU TRAVAIL

Des panneaux et, au centre, une banderole avec une carte du monde sur laquelle on peut lire le mot « *solidarité* » en 22 langues. Durant deux jours, une exposition sur *L'Avenir social* a été installée dans le patio de la bourse nationale du travail. L'idée de cette exposition, qui a été inaugurée mercredi 20 avril en présence du secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, était de rappeler l'histoire de l'association de solidarité de la CGT et faire connaître les missions de *L'Avenir social*. L'association est née en 1906 « *avec le soutien de la CGT* ». À l'origine, il y a Madeleine Vernet, militante anarchiste et figure féministe, qui porte une attention toute particulière à l'éducation. Elle imagine un orphelinat pour les enfants de militants morts dans les luttes. Notre association intègre la CGT en 1923 et son orphelinat existera jusqu'en 1988. Après dix ans de pause, elle est réactivée en 2001, lors des inondations dans la Somme. Depuis, *L'Avenir social* a œuvré à Toulouse, après l'explosion de l'usine AZF, aux Antilles, comme au Bangladesh ou à Haïti.

